Résolution

de la Commission Exécutive Nationale du SNFOLC

12 et 13 juin 2025

Mardi 10 juin, notre collègue assistante d'éducation du collège Françoise Dolto à Nogent (Haute-Marne), Mélanie Grapinet, est décédée après avoir été poignardée par un élève lors d'une fouille de sacs effectuée par les gendarmes aux abords de l'établissement.

La CEN du SNFOLC, réunie ces 12 et 13 juin 2025, exprime ses sincères condoléances et tout son soutien à la famille et aux proches de cette collègue, ainsi qu'à l'ensemble des personnels et des élèves du collège. Elle partage l'effroi de l'ensemble des personnels et des familles face à cet événement tragique.

La CEN dénonce ces opérations décidées et annoncées à grand renfort de communication par la ministre Elisabeth Borne, opérations qui exposent les personnels et n'ont aucun effet en matière de sécurisation des établissements scolaires. Les personnels n'ont pas vocation à être les auxiliaires ou les supplétifs des forces de l'ordre. Force est en effet de constater qu'aujourd'hui l'École publique manque de tout !

Alors que depuis des mois, dans de nombreux départements, les personnels, souvent avec les parents, se mobilisent contre les suppressions de postes, que le 1er mai nous étions plusieurs centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs à manifester dans tout le pays, la CEN dénonce les discours et mesures démagogiques et opportunistes : le gouvernement instrumentalise tous les drames et incidents pour justifier le passage en force systématique et la répression de la ministre Borne et du gouvernement en réponse à nos revendications.

Le jour même du drame, la ministre s'est rendue sur les lieux, et a adressé à l'ensemble des personnels une lettre dans laquelle elle déclare les « *assurer de (son) soutien le plus total* », précisant que les personnels de l'EN exercent « *une mission essentielle* ».

Comment croire au « soutien le plus total » de la ministre alors que dans la réalité, au quotidien, les personnels sont abandonnés par les autorités de l'Education nationale qui ne répondent pas à leurs demandes de protection (protection fonctionnelle etc.), quand les demandes de CDI sont refusées aux AED après 6 ans de service ? Comment croire à son soutien alors que c'est la

même ministre qui, il y a seulement quelques jours, le 3 juin, a appuyé la décision du rectorat de Dijon de sanctionner d'un blâme notre collègue du lycée de Sens pour avoir observé une minute de silence en hommage aux victimes palestiniennes des bombardements israéliens ?

PAS UN SOU, PAS UNE ARME, PAS UN HOMME POUR LA GUERRE !

La CEN se tient alors que l'escalade guerrière continue au plan international. Les affrontements entre la Russie et l'Ukraine ont franchi un cran avec des attaques de drones réciproques sur les territoires des deux pays belligérants, faisant craindre un élargissement du conflit aux pays de l'OTAN.

Avec la FNEC FP-FO, la CEN « *refuse l'escalade guerrière en Ukraine comme dans tous les pays et réaffirme son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent en Ukraine et l'arrêt des livraisons d'armes* » puis elle « *s'oppose à l'envoi de troupes françaises en Ukraine, quelle qu'en soit la forme (OTAN, ONU ou autres)* : « *Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre* » ».

En Palestine, la guerre génocidaire menée par l'Etat israélien contre les Palestiniens à Gaza a redoublé d'intensité depuis la rupture du cessez-le-feu par le gouvernement Netanyahu le 18 mars. Ce dernier ne cesse de déclarer au monde entier sa volonté d'éradiquer les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. En plus des bombardements incessants, les Gazaouis sont affamés par le blocus qui empêche l'entrée de l'aide humanitaire. L'armée israélienne n'hésite pas à tirer sur les habitants se rassemblant aux rares points d'aide alimentaire. Nul ne peut ignorer ce qui se passe. Dans la nuit du 12 au 13 juin, le gouvernement Netanyahu a franchi un cran dans la surenchère guerrière en lançant une offensive contre l'Iran.

Dans cette situation, et à l'heure où des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer les crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée israélienne, la CEN, avec la FNEC FP-FO, « *appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations pour le cessez-le-feu définitif et permanent en*

Palestine et au Liban, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, le retour de tous les otages, la fin de la colonisation de la Palestine, la levée du blocus. », et à ce titre elle appelle à participer massivement aux manifestations et rassemblements du samedi 14 juin.

La CEN se félicite du courrier de la Confédération au président Macron demandant que la France prenne « *des mesures pour mettre fin à (la) guerre (à Gaza), obtenir la libération de tous les otages et donner aux peuples israéliens et palestiniens l'assurance de la sécurité, du respect et d'une paix durable* ».

La CEN dénonce les mesures de répressions dirigées par l'Etat contre tous ceux qui se mobilisent pour le cessez-le-feu et l'arrêt du génocide, pendant qu'il se rend complice du génocide en continuant à livrer des armes à Israël.

Elle déclare son soutien total à la collègue enseignante du lycée de Sens suspendue puis sanctionnée d'un blâme. Elle continue à revendiquer la levée de la sanction décidée par le rectorat de Dijon, appuyé par le Ministère, à l'encontre de la collègue. Avec la FNEC FP-FO, elle soutient et appelle à discuter partout l'appel intersyndical FO, FSU, CGT et SUD de l'Yonne à la grève et à un rassemblement devant le ministère de l'Education nationale mardi 17 juin « *pour dénoncer les massacres qui se perpétuent à Gaza et soutenir notre collègue* », appel soutenu également par un communiqué national FNEC FP-FO et SUD éducation du 6 juin 2025.

De même, la CEN déclare son soutien aux dockers du port de Marseille Fos qui ont bloqué le transit d'une cargaison de composants militaires en direction d'Israël.

CONTRE LE « ON NE PEUT PAS FAIRE AUTREMENT » DE MACRON-BAYROU, TENIR BON SUR LES REVENDICATIONS

Dans ce contexte d'escalade guerrière, le gouvernement Macron-Bayrou, ultra-minoritaire et illégitime, cherche à imposer coûte que coûte ses mesures d'austérité et de casse sociale au compte des exigences du capital financier et de l'économie de guerre.

Ainsi, après les annonces du premier ministre Bayrou, le 27 mai, concernant « *un plan de retour à l'équilibre des finances publiques sur trois ou quatre années* », dans le but déclaré que « *chacun des Français (...) se dise « On ne peut pas faire autrement »* » et accepte sans protester les 40 milliards d'euros d'austérité du budget 2026.

Parmi les cibles de Bayrou pour contribuer à l'économie de guerre, la sécurité sociale de 1945 fondée sur le principe de la solidarité ouvrière. La CEN condamne le projet de vouloir instaurer une « TVA sociale ». La sécurité sociale de 1945 est assise sur le salaire différé, c'est-à-dire sur les cotisations versées par les employeurs qui appartiennent aux salariés. Avec la « TVA sociale », le gouvernement veut aller au bout de la fiscalisation de la sécurité sociale, processus déjà engagé avec la CSG et les exonérations de cotisations patronales. Avec la « TVA sociale », non seulement il volerait le salaire différé qui appartient aux

salariés, mais il prélèverait un impôt supplémentaire –le plus injuste qui soit- sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Impôt qu'il pourra par ailleurs utiliser à autre chose qu'à la sécurité sociale, à l'économie de guerre par exemple. C'est pourquoi la CEN partage « *l'attachement de la Confédération rappelé lors de la CE du 20 mai 2025 au maintien de la Sécurité sociale de 1945 fondée sur le salaire différé et l'opposition à toute remise en cause de celle-ci* ».

Le 8 juin le ministre de l'Economie, Éric Lombard, déclarait sur France Inter qu'il faut « *(engager) la baisse du nombre de fonctionnaires* », précisant que « *Si on doit avoir des fonds pour la défense, il faut que les autres ministères contribuent.* ».

Dans le même temps, le Conseil d'Orientation des retraites, dont le président, Gilbert Cette, un proche du Président Macron, laisse « *fuir* » dans la presse un rapport annonçant qu'il faudrait encore reculer l'âge de départ en retraite.

Ces annonces et déclarations interviennent alors que budget après budget les fonctionnaires et agents publics ne cessent de subir les suppressions de poste, l'austérité salariale systématique qui a entraîné une baisse de 31,5 % de la valeur du point d'indice depuis le début des années 2000 du fait de sa non indexation sur l'inflation, la baisse de 10 % de l'indemnisation des congés de maladie ordinaires et la suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat. De plus comme tous les salariés, ils se sont vu infliger deux ans de travail supplémentaire avec la réforme Macron-Borne des retraites de 2023 imposée à coup de 49.3.

Avec la FGF-FO et la FNEC FP-FO, la CEN exige l'arrêt des suppressions de postes dans la Fonction publique ; une revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice ; un plan pluriannuel de rattrapage des pertes subies depuis 2000 ; l'intégration de toutes les primes et indemnités à hauteur de la moyenne catégorielle dans le traitement indiciaire ; une indexation automatique du point sur l'inflation ; la suppression du jour de carence, l'abrogation de la baisse de la rémunération de 10 % des Congés de Maladie Ordinaire et le maintien intégral du salaire en arrêt maladie ; le refus de tout arbitraire dans les rémunérations sous couvert de salaire « *au mérite* », l'abandon du Pacte enseignant, une égalité salariale réelle et la revalorisation des grilles indiciaires pour tous les personnels sans contrepartie ; l'abandon définitif de l'ensemble des mesures contenues dans le projet Guérini.

La CEN exige pour l'AEFE le versement des mêmes indemnités statutaires que les personnels en France, en particulier pour les professeurs documentalistes et les CPE.

Avec la Confédération et la FNEC FP-FO, la CEN réaffirme que « *la revendication de Force Ouvrière est et reste l'abrogation de la réforme des retraites de 2023* » et le retour à un départ à traitement plein à 60 ans et 37,5 années de cotisation. Elle renouvelle « *son exigence de maintien de tous les régimes de retraite existants, dont le Code des Pensions Civiles et Militaires* ».

ENSEMBLE, CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE POUR ABROGER LES CONTRE-REFORMES ET ARRACHER LES MOYENS POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE !

À l'Éducation nationale, la ministre Borne poursuit les contre-réformes remettant en cause la formation initiale, les carrières, les statuts, les missions et les conditions de travail des personnels. Ainsi, avec la FNEC FP-FO, la CEN condamne le passage en force de la réforme des concours et de la formation des enseignants avec la publication, quasiment un an jour pour jour, au *JO* du 17 avril, du décret qui avait été rejeté par l'ensemble des syndicats en 2024. Cette réforme continue à porter de graves reculs : maintien de la masterisation, maintien de concours où la part disciplinaire est réduite à peau de chagrin, des rémunérations de misère pour des lauréats de concours de catégorie A, etc. Pour la CEN, cette réforme doit être abrogée.

De même, la CEN revendique l'abandon du projet de décret présenté au CSA ministériel du 6 mai et « portant diverses dispositions statutaires » concernant le déroulement de carrière dans le cadre du dispositif PPCR, projet rejeté à l'unanimité des suffrages exprimés (10 contre et 5 abstentions). Ce texte consiste essentiellement à aménager le dispositif PPCR en apportant des modifications marginales, concernant notamment la durée de 4 échelons de la classe normale, le calendrier des rendez-vous de carrière, une pression mise tout au long de la carrière avec un dernier rendez-vous de carrière pour la classe exceptionnelle, sans réelle revalorisation salariale puisque les mesures sont largement autofinancées et sans répondre à nos revendications. La CEN réaffirme son exigence d'abrogation de la réforme PPCR imposée en 2015 par le gouvernement Valls malgré l'opposition des organisations syndicales majoritaires de la Fonction publique. Elle revendique un véritable déroulement de carrière garantissant l'accès pour tous à l'échelon terminal du corps pour une carrière complète.

Avec la FNEC FP-FO, la CEN dénonce la proposition de loi visant à renforcer l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap, adoptée par l'Assemblée nationale le 5 mai, et qui prévoit la généralisation des PAS (Pôles d'Appui à la Scolarité) d'ici à septembre 2027. Depuis la loi Montchamp, accélérée par l'acte 2 de l'école inclusive, les personnels AESH travaillent dans des conditions dégradées, et les élèves en situation de handicap sont privés de leurs droits. La CEN revendique au contraire la défense de l'enseignement spécialisé et adapté ; le maintien et la création des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux ; le retrait du décret visant à généraliser l'externalisation des ESMS ; le recrutement d'enseignants spécialisés et d'AESH ; un statut et un vrai salaire pour les AESH ; le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PIAL et des PAS ; la reconnaissance, sécurisation et revalorisation de tous les professionnels en lien avec la scolarisation des élèves en situation de handicap.

La CEN dénonce également la publication au *JO* du 4 avril de l'arrêté confirmant le maintien des groupes de besoin en français et en mathématiques en sixième et en cinquième dans le cadre du « *Choc des savoirs* ». Le constat de la mise en œuvre du « *Choc des savoirs* » depuis la rentrée 2024 est accablant : la réforme,

qui a entraîné la suppression de l'heure de Technologie en 6^{ème}, s'applique soit à moyens constants, soit en rabaissant la marge horaire des DHG et entraînant la perte des groupes de sciences, la suppression d'enseignements optionnels tels que les LCA, la perte de groupes de Langues etc. Ces dégradations spectaculaires vont de pair avec le « *choc des emplois du temps* » et l'épuisement professionnel. C'est pourquoi la CEN revendique l'abrogation de cette réforme de déréglementation et territorialisation de l'École, le rétablissement de l'heure de Technologie en sixième, et de toutes les heures de cours nécessaires y compris pour la mise en place des dédoublements.

La CEN condamne deux récents rapports de Cour des Comptes. Le premier exige de reporter sur les professeurs principaux tout le travail d'orientation des élèves comme si les enseignants du second degré n'étaient pas déjà surchargés de tâches et alors que selon les chiffres du ministère ils travaillent 43 heures par semaines. Le second, en accord avec la commission des finances du Sénat, préconise un démantèlement de l'éducation prioritaire au motif qu'elle coûterait trop cher. De telles recommandations sont indécentes alors que de l'aveu même des rapporteurs, l'éducation prioritaire manque, elle aussi, de tout : d'enseignants titulaires, de remplaçants, « de personnels médicaux, paramédicaux et d'assistants sociaux », d'« assistants d'éducation »..., et alors qu'elle concentre les difficultés sociales avec notamment une surreprésentation des familles nombreuses, monoparentales, au chômage et sous le seuil de pauvreté

La CEN constate que le meurtre de la collègue AED de Nogent (Haute Marne), poignardée par un élève lors d'une fouille de sacs organisée par la gendarmerie le 10 juin, non seulement confirme que le « continuum « *dissuasion, sanction* » mis en place par les ministres Borne et Retailleau n'est pas la réponse appropriée aux conditions dégradées dans lesquelles sont placés nombre de personnels et d'élèves, et dont la « *violence en milieu scolaire* » constitue un aspect, mais a aussi révélé au grand jour la dégradation des conditions de travail des personnels de vie scolaire, notamment les personnels AED dont les missions sont dévoyées. Avec la FNEC FP-FO, la CEN exige l'abandon de la proposition de loi Lafon qui prévoit d'autoriser les chefs d'établissements, les adjoints et les CPE à fouiller les sacs des élèves, les transformant *de facto* en officiers de police judiciaire au mépris de leurs statuts. La CEN revendique le respect des missions et statuts des AED et des CPE. Concernant les AED, la CEN constate que dans plusieurs académies les rectorats ouvrent la perspective de constituer des grilles indiciaires académiques pour les AED en CDI. La CEN revendique la création d'une grille nationale dès la première année de CDD, comme premier pas vers la création d'un véritable statut de fonctionnaire d'État sur le modèle des MISE. La CEN revendique par ailleurs la CDI-sation systématique de tous les AED qui le souhaitent et la garantie de réemploi. Elle revendique le respect de leurs missions, garanties en partie de leur sécurité au travail, et un recrutement massif (abandon des suppressions de poste pour la rentrée 2025).

Face aux carences dans le remplacement des professeurs, le ministère devrait engager un plan massif de recrutement de personnels, notamment en augmentant le nombre de places aux

concours, en généralisant les plans de titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent, en augmentant les traitements par l'augmentation du point d'indice. Mais il aggrave la pénurie de remplaçants, comme dans l'académie de Créteil où le rectorat a annoncé un plan de licenciement de 500 contractuels via des non-renouvellements pour la rentrée 2025. Le ministère prend comme prétexte le manque de remplaçants pour démanteler le statut, comme il l'a fait au moment de l'introduction du Pacte dont la CEN continue à demander le retrait ; comme à Dijon où le rectorat, au mépris des statuts des personnels et de leurs qualifications, prétend pouvoir transformer en 30 minutes n'importe quel enseignant en professeur de français. Il s'agit d'expédients pour gérer localement la pénurie de professeurs organisée par le ministère. Entre 2018 et 2025 le ministère a réduit de 494 le nombre de postes ouverts au CAPES externe de lettres classiques et de lettres modernes, tout en osant prétendre que le français faisait partie de ses priorités au titre « *des enseignements fondamentaux.* » Pour la session 2024, dans ces deux spécialités, 111 postes mis au concours n'ont pu être pourvus. La CEN rappelle son attachement au statut fondé sur le respect des disciplines et demande l'abandon de cette « attestation expérimentale ».

La CEN condamne la suppression d'une centaine de postes de détachés dans le réseau AEFÉ en 2025, puis 50 postes en 2026 et 2027. Les personnels ne doivent pas constituer la variable d'ajustement du budget de l'AEFE. La CEN dénonce le recours massif aux personnels de droit local plus précaire. Elle apporte son soutien aux personnels de Turquie, menacés par les suppressions de poste.

La CEN se félicite des mobilisations rassemblant personnels, parents et élus, qui ont lieu depuis le mois de janvier contre la carte scolaire 2025 et les conditions chaotiques dans lesquelles se prépare la rentrée dans le cadre du budget d'austérité 2025 et ses 50 milliards de réduction des dépenses publiques, auxquels s'ajoutent une centaine de millions d'annulations de crédits pour l'Education nationale. Elle se félicite des mobilisations organisées devant le ministère les 15 mars, 2 avril et 11 juin à l'appel du comité de l'Yonne, puis du comité national des écoles et établissements mobilisés, avec le soutien de la FNEC FP-FO et de ses syndicats. Les personnels, parents et élus mobilisés ont raison : Plus personne n'accepte la destruction de l'école publique et plus largement des services publics. L'heure est à

construire le rapport de force pour briser la chape de plomb que le gouvernement cherche à faire peser sur les personnels, les salariés, pour étouffer toute contestation, et à exiger ensemble « *l'annulation de toutes les fermetures de classes, la création des postes dans les écoles, les établissements, les RASED, le remplacement, l'enseignement spécialisé et le recrutement massif d'enseignants, AESH, AED et de personnels (notamment médicaux-psycho-sociaux)* ».

La CEN appelle les personnels à se réunir dans leurs établissements avec leurs O.S., pour discuter de leurs conditions de travail et des moyens de la rentrée 2025, afin de dresser leurs cahiers de revendication et construire le rapport de force, l'action commune, avec les parents d'élèves si possible, par la grève s'il le faut, et arracher les moyens nécessaires à l'Ecole publique.

La CEN porte à la connaissance des syndicats départementaux l'appel de la conférence des délégués réunie à Paris le 11 juin. D'ores et déjà la CEN soutient toutes les mobilisations et grèves à venir pour défendre les revendications.

A quelques mois du congrès de la FNEC FP-FO, et du lancement de la campagne pour les élections professionnelles 2026, la CEN se félicite de la progression continue des adhésions au SNFOLC qui constitue un point d'appui pour le renforcement de la représentativité Force Ouvrière. Elle invite les syndicats départementaux à poursuivre et amplifier la campagne de développement et d'adhésion au syndicalisme FO libre, indépendant, fédéré et confédéré.

22 pour, 5 abstentions